

# La Lettre

## du Ministre @ du Député

n°5 - novembre 2006

### Editorial

#### **La baisse spectaculaire du chômage n'est pas le fruit du hasard.**

*Le succès d'un gouvernement s'évalue largement en fonction des chiffres du chômage. Or ces chiffres connaissent depuis plusieurs mois une baisse spectaculaire.*

*Le ministre de l'Economie et des Finances a même déclaré que la croissance pour 2006 tiendrait dans une fourchette située entre 2 et 2,5 %. Confirmation de cette entrée dans un cercle vertueux, les résultats annoncés par l'INSEE qui montrent que le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) s'établit désormais à 9 %. Il s'agit désormais d'aller plus loin conformément aux objectifs fixés par le Président de la République, c'est-à-dire descendre à 8,5 % de chômeurs en avril 2007 et peut-être même 8 % courant 2007, c'est-à-dire sous la barre des 2 millions de chômeurs. Ce résultat n'est pas le fruit du hasard. Il est dû en partie au succès du plan de cohésion sociale, à la création de maisons de l'emploi, aux conventions de reclassement personnalisé, au succès des contrats aidés, aux plates-formes de vocation qui évaluent les personnes en phase de reconversion et la lutte contre les discriminations. Toutes ces mesures ont rendu plus fluide le marché de l'emploi pour toutes les catégories, y compris les jeunes de moins de 25 ans dont le taux de chômage reste encore trop élevé. La bataille pour l'emploi doit se poursuivre grâce au renouveau de l'apprentissage, de l'alternance et des contrats de professionnalisation. Plus globalement, l'enjeu est de faire de la France le pays le plus dynamique de la zone euro en une dizaine d'années.*

*Une ambition réaliste que nous devons tous soutenir.*

Bien cordialement,

**GILLES DE ROBIEN**  
Ministre de l'Éducation nationale,  
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

### Deux dossiers suivis par Olivier JARDÉ

#### SUR LE TERRAIN

#### **Violence et Santé... une expérimentation chez nous**

L'impact des phénomènes de violence est un véritable problème de santé publique et même un défi planétaire.

Le 23 décembre 2003, j'ai remis au Premier Ministre mon rapport sur la médecine légale et l'organisation de la prise en charge des sévices en France. Toutes mes conclusions et préconisations ont été prises en compte par Xavier BERTRAND, ministre de la Santé et des Solidarités. L'unité médico-judiciaire de l'hôpital nord d'AMIENS, dont je suis le chef de service, a été désignée comme pôle de référence et site d'expérimentation.

Ce projet vise à fédérer et coordonner les actions des différents intervenants régionaux afin d'améliorer la prévention, le dépistage, la prise en charge et l'accompagnement des victimes de violences. Cette expérience locale servira ainsi de base à l'action des pouvoirs publics dans notre pays.

#### À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

#### **Aidons les fumeurs à sortir de leur dépendance**

Chaque année, le tabac tue 60 000 fumeurs en France, et près de 5 000 non-fumeurs en sont les victimes indirectes. En effet, le tabagisme passif entraîne des risques graves pour la santé.

Afin d'aider au mieux les victimes de cette dépendance ainsi que leur entourage, une mission d'information sur le tabac a été créée. Les membres ont pu rencontrer les associations et les professionnels de santé ainsi que les représentants des métiers en relation avec le tabac afin de trouver des solutions à la fois pour les fumeurs mais également pour soutenir les débiteurs de tabac qui, par le biais de nouvelles dispositions, pourraient voir leur activité décliner. Le 3 octobre dernier, nous avons rendu un rapport au Gouvernement en faveur de l'interdiction totale de fumer dans les lieux publics qui a débouché sur un décret, applicable à compter du 1<sup>er</sup> février 2007.



remise des cartes anti-tabac de la Ligue contre le cancer, Amiens, le 2 février 2006

### Visites en circonscription

Régulièrement, j'organise des visites dans ma circonscription. Elles me permettent d'être à l'écoute des entreprises, commerçants, associations sportives, sociales, culturelles, des écoles, collèges et lycées. Ces journées se terminent par une rencontre avec les habitants du quartier ou des communes visités. La dernière a eu lieu au sein des communes de Dury, Saleux et Salouël.



visite d'une entreprise  
pôle Jules Verne, Le 22 mai 2006



rencontre avec les commerçants  
Halles du Beffroi, Le 18 juillet 2006

## sur le terrain : soirées-débats



soirée-débat sur l'enfance en danger,  
Le 29 avril 2006

J'ai animé de nombreuses soirées-débats, notamment sur l'enfance en danger, la fin de vie, les changements climatiques ou la menace de la grippe aviaire. Vous avez été nombreux à y participer, je vous en remercie. Ces soirées ont été très profitables en échanges et en débats. Les expériences relatées par chacun sont autant de témoignages qui viennent enrichir ce qu'il m'est possible de collecter dans le cadre de mon activité professionnelle ou parlementaire. En tant que vice-président de la mission spéciale chargée d'examiner la proposition de Loi relative aux droits des malades et à la fin de vie, j'ai pu façonner ma propre opinion sur les difficultés qu'engendre cette phase que constitue la fin de vie. Si vous voulez prendre connaissance de mes réflexions personnelles dans mon dernier livre "Fin de vie : entre volonté et éthique", merci de contacter ma permanence au 03 22 09 31 31.

### L'enfance en danger...

Le 25 janvier dernier, le rapport de la mission d'information sur la famille et les droits des enfants est paru. Il étudie la façon de protéger la cellule de base de la vie en société qu'est la famille et en même temps la manière de prendre en compte les

changements qui l'affectent. Au cours des différentes soirées-débats sur l'enfance en danger de ces derniers mois, j'ai eu l'occasion d'apporter quelques pistes de réflexion sur ce sujet qui me tient particulièrement à cœur. J'ai eu l'occasion de débattre sur la situation de l'enfant face à l'évolution de la famille, l'enfant face aux transformations du couple, l'enfant face à la diversification de la filiation, les parents face à la responsabilité de l'éducation de l'enfant ou encore le droit de l'enfant à être protégé. Cependant, un élément de notre discussion au sein de la mission d'information ne m'a pas convaincu : l'insémination ou le transfert d'embryon après le décès d'un des membres du couple. Ces prises de décision, apaisantes pour celui qui reste, me semblent dangereuses pour l'équilibre de l'enfant à naître, et son avenir.

Le 28 juin dernier, je suis également intervenu dans l'hémicycle, en tant que porte-parole de l'UDF, sur la création d'une commission d'enquête ayant à connaître l'influence des sectes sur les mineurs. L'adoption de la proposition de résolution, prise à l'unanimité en séance publique, confirme l'engagement commun des parlementaires, au-delà des clivages partisans, dans le domaine de la santé et de la protection des mineurs. L'affaire Nathalie GETTLIFFE, cette mère de famille, qui est toujours détenue au Canada, en attendant son procès pour enlèvement, en est un flagrant témoignage. Cette mère, qui a accouché d'un petit Martin, le 26 septembre dernier, avait voulu soustraire ses enfants à l'influence d'un mouvement religieux sectaire interdit en France, mais fréquenté par son ex-mari ayant la garde de leur progéniture.

Un site internet est mis à votre disposition pour me contacter et me faire part de vos réactions ou suggestions :

[www.olivierjarde.info](http://www.olivierjarde.info)

Vous y trouverez toutes mes activités parlementaires à l'Assemblée Nationale et dans la circonscription ainsi que toutes les dates des permanences que j'organise chaque semaine. Afin d'éviter une trop forte attente à ces points de rencontre, je vous remercie de bien vouloir prendre rendez-vous au 03 22 91 74 86. Vous pourrez également retrouver sur mon site les photos des différentes manifestations auxquelles j'ai eu le plaisir de me rendre et les retrouver dans la rubrique "un député en action dans la circonscription".

*Je suis à votre écoute.  
cordialement Olivier Jardé*



# en Bref

### Les changements climatiques

*Prenant acte de la réalité du changement climatique, il me paraît important de revenir sur ce phénomène.*

*Les canicules, les tornades ou encore les inondations qui touchent fréquemment notre département ne pouvaient me laisser indifférent. Alors que les dirigeants politiques cherchent à trouver des solutions en vue d'endiguer le phénomène de réchauffement de la planète, il m'a également paru nécessaire de trouver des compensations plus terre à terre bénéficiant aux victimes de ces conséquences de catastrophes climatiques.*

*Aussi, dès le 23 mars 2005, j'ai déposé une proposition de Loi visant à instaurer un coefficient spécial de pondération à valeur locative des propriétés bâties en zone inondable ou en zone sensible.*

*Les inondations ayant affecté la Somme, en 2001, sont à l'origine de cette réflexion.*

*Par exemple, l'un des objectifs de ma proposition de Loi se destine à améliorer le système d'indemnisation des victimes d'inondation, non seulement immédiatement après la catastrophe, mais de manière durable, à long terme lorsque le propriétaire se décide à vendre son bien.*

*Aussi, avec l'annonce du vote du projet de Loi sur l'eau et des milieux aquatiques soutenue par Madame Nelly OLIN, ministre de l'Environnement, ma proposition de Loi ne pouvait être plus d'actualité. J'ai alors eu l'occasion de lui présenter ce projet renvoyant à des applications concrètes et localement très attendues.*

*J'attends une prise en compte de ce problème par le Gouvernement.*



**Vous pouvez m'écrire à la permanence de Boves, 103 ter rue Victor Hugo - 80440 Boves - 03 22 91 74 86  
ou à l'Assemblée Nationale, 126 rue de l'Université - 75355 Paris Cedex 07 SP - 01 40 63 01 56  
Mon adresse mail : [ojarde@assemblee-nationale.fr](mailto:ojarde@assemblee-nationale.fr) - Mon site Internet : [www.olivierjarde.info](http://www.olivierjarde.info)**

Directeur de la publication : Olivier JARDÉ  
Rédacteur en chef : Maggy LEGAT  
Création : - 10/06  
Impression : sûre+impression  
Dépôt légal : 3<sup>ème</sup> trimestre 2006  
N°ISSN en cours